



# Blanquer, de ministre vedette à ministre fragilisé

- Les dossiers s'accumulent pour le ministre de l'éducation nationale, contraint d'amorcer un recul sur l'enseignement des mathématiques au lycée
- Face aux critiques soulignant la baisse du nombre d'élèves choisissant les maths, il a reconnu la nécessité de « faire évoluer » sa réforme
- Promoteur de « l'école ouverte » face à la pandémie, Jean-Michel Blanquer s'est d'abord imposé comme un atout politique pour Emmanuel Macron
- Mais, au fil de deux ans de crise sanitaire, il a perdu la confiance d'une partie des enseignants et des parents, lassés par les changements incessants
- Pour la spécialiste de la santé du think tank Terra Nova, Mélanie Heard, « un protocole sanitaire ne fait pas, seul, une stratégie »

PAGES 12-13

**FRANCE****ÉDUCATION**



# Comment Blanquer a entamé son crédit au fil de la crise sanitaire

Le ministre de l'éducation nationale se félicite depuis près de deux ans d'avoir maintenu les « écoles ouvertes ». Mais au fil des protocoles sanitaires, les critiques ont gonflé, soulignant de l'improvisation et une certaine désinvolture

## RÉCIT

**J**eudi 13 janvier, les représentants du monde de l'école ne s'attendaient pas à recevoir un si bon accueil Rue de Grenelle. Quelques heures plus tôt, ils battaient le pavé, avec 80 000 autres manifestants à travers la France, contre le ministre de l'éducation et son protocole sanitaire.

À 18 h 30, ils sont une quinzaine à être réunis dans la salle Condorcet de l'hôtel de Rochechouart. Face à eux, le premier ministre, Jean Castex, de qui est partie l'invitation, et un Jean-Michel Blanquer « dans ses petits souliers », diront des participants. Le ministre de la santé, Olivier Véran, positif au Covid-19, n'est présent qu'en « visio ». L'« opération déminage », au soir d'une journée de mobilisation inédite, sonne comme un désaveu pour le ministre de l'éducation. Ou du moins comme une reprise en main de la part de Matignon.

Depuis la rentrée de janvier, l'envolée des cas de SARS-CoV-2 à l'école et les queues devant les pharmacies pour tester les enfants cas contact ont fait basculer nombre de parents, à qui M. Blanquer a promis l'« école ouverte », dans le camp des mécontents. Ils y ont rejoint des rangs fournis d'enseignants, éreintés par deux ans de crise sanitaire, et par une énième évolution du protocole sanitaire.

Alors ce jeudi soir, Jean-Michel Blanquer se fait « plus discret » qu'à l'accoutumée, raconteront ses interlocuteurs. S'il tient le propos liminaire, il laisse très vite la parole au premier ministre, qui mène les échanges. Les syndicats expriment leurs attentes, chacun à leur tour, par ordre de représentativité. M. Blanquer écoute, Jean Castex relance. Cela dure trois heures trente. Un temps record, aux dires des protagonistes. Il est question des masques que les enseignants attendent depuis deux ans, des remplaçants qui font défaut, des capteurs de CO<sub>2</sub> qui manquent, d'un « dialogue de sourds » qui s'est installé entre les parties prenantes.

Quand les organisations syndicales posent la question du bac – et de son possible report pour la troisième année de suite –, c'est Jean Castex qui fixe le cap : « Je demande au ministre de l'éducation, sur le sujet des examens, de prendre toutes les décisions pour que des évolutions soient [décidées] dans les meilleurs délais », répond-il en substance. Ce sera chose faite le 28 janvier, avec l'annonce du report de mars à mai des épreuves de spécialité.

En quelques heures, ce jeudi, les organisations syndicales présentes sont passées d'une exaspération partagée au soulagement d'être enfin entendues. Le message politique est clair : à cent jours de l'élection présidentielle, le gouvernement n'entend pas laisser un front social se développer. « C'est comme ça qu'on a vécu ce moment-clé du





13 janvier, rapporte un syndicaliste. *Mati- gnon veut d'abord sauver le bilan éducation du quinquennat Macron, plus que de sauver Blanquer pour Blanquer.* »

#### UNE « LIGNE DE CRÊTE » ET UN PARI GAGNÉ

Les critiques qui pleuvent sur le ministre de l'éducation depuis l'annonce du protocole de rentrée dans *Le Parisien*, le 2 janvier, baissent alors d'un ton... le temps d'un week-end. Avec la révélation par *Mediapart*, le 17 janvier, des vacances de M. Blanquer à Ibiza, elles repartent de plus belle. Sur les réseaux sociaux, les enseignants se lâchent : une vidéo mettant en scène un sosie du ministre, en veste, cravate, tuba et palmes, se déhanchant sur de la musique techno, devient virale. On a beau défendre, dans son entourage, qu'il « n'a jamais cessé de travailler », ou que sa présence à Paris à la veille de la rentrée n'aurait « pas accéléré le processus de décision », l'image du bon élève de la Macronie est sérieusement écornée. L'intéressé fait amende honorable, du bout des lèvres : partir à Ibiza, c'était « peut-être, un peu, une erreur », concède-t-il sur le plateau du 20 heures de TF1, le 18 janvier.

Ses collaborateurs le disent : Jean-Michel Blanquer « navigue sur une ligne de crête » depuis des semaines, voire plus. « C'est un homme qui va de l'avant porté par ses convictions, il se bat bec et ongles, mais cette détermination peut aussi se retourner contre lui », concède un membre de son cabinet. La gestion de crise requiert une « souplesse » et un « art de l'exécution » qui peuvent lui faire défaut. Beaucoup, dans son entourage, font ce constat, en requérant l'anonymat. Cette « ligne de crête », certains la font remonter à juillet 2020 : pressenti pour l'intérieur, Jean-Michel Blanquer est doublé par Gérald Darmanin. « Une claque » pour celui qui « avait déjà commencé à faire ses cartons pour Beauvau », ironisent à l'époque ses détracteurs.

2020, 2021 : les rentrées se succèdent, toutes sous le signe du Covid-19. Le ministre a relevé le défi de l'« école ouverte », et fait de la France l'un des pays qui, en dépit de l'épidémie, a évité au maximum les fermetures de classes. Cela n'avait rien d'évident : au printemps 2020, au sortir de deux mois de confinement scolaire, il se retrouve isolé à défendre cette ligne, face à un exécutif plus réticent. Deux ans plus tard, cette stratégie est partagée par l'ensemble du gouvernement.

Une fois ce pari gagné, M. Blanquer veut

pouvoir en relever d'autres – notamment en s'attendant à ce livre sur la laïcité qu'il n'a cessé de reporter et qui n'est, à cette date, toujours pas paru. Ou en lançant un groupe de réflexion sur le même sujet (c'est chose faite en octobre 2021). Las, le Covid-19 n'a pas disparu.

#### L'IMPRESSION D'ÊTRE AILLEURS

« *Le Covid, ce n'est pas le sujet sur lequel il est à l'aise*, rapporte Sophie Venetay, du SNES-FSU. *Il a essayé à beaucoup de moments de nous parler d'autre chose.* » Mais quand il s'éloigne trop du sujet, il est vite rattrapé. C'est manifeste à l'été 2021 : lors d'un conseil de défense tenu en visioconférence depuis le fort de Brégançon (Var), le 11 août, Emmanuel Macron souligne le « flou » qui entoure la rentrée scolaire. Une critique du chef de

l'Etat d'autant plus brutale qu'elle est prononcée en l'absence de son destinataire. Plus récemment, le 7 janvier, c'est la participation de M. Blanquer à un colloque visant à « déconstruire la pensée woke », à la Sorbonne, qui interpelle la Macronie. Alors que la communauté éducative peine à faire face à la vague Omicron, son ministre de tutelle donne l'impression d'être ailleurs.

Désinvolte, Jean-Michel Blanquer ? C'est la critique qui lui est faite, aujourd'hui comme hier. Vague après vague, les enseignants déplorent le « manque » de masques, le « manque » de capteurs de CO<sub>2</sub>, des règles qui évoluent « du vendredi pour le lundi » sans repères scientifiques ni pédagogie. L'intéressé, lui, rejette en bloc ce procès : « *Comment peut-on [dire cela] quand l'Unesco salue le fait que la France est l'un des pays qui a le moins fermé les écoles ? Qui songe que cela puisse être le fruit d'une quelconque désinvolture ? C'est, au contraire, le résultat d'un travail permanent avec les autorités de santé et l'ensemble des autorités de l'Etat* », assure M. Blanquer au Monde.

#### DÉSACCORDS ENTRE BLANQUER ET VÉRAN

L'« école ouverte », le ministre en a fait le titre de son livre (Gallimard), à la rentrée de septembre 2021. Une centaine de pages dans lesquelles il défend sa doctrine. Mais dans le monde enseignant, « école ouverte ne veut pas dire école normale », remarque Catherine Nave-Bekhti, du SGEN-CFDT. On y regrette, encore et toujours, « l'absence de concertation » et d'« anticipation », à chaque vague épidémique – « *comme si chacune devait être la dernière* », poursuit la syndicaliste.

Jean-Michel Blanquer a fini par se laisser





piéger par un mode de gouvernance « descendant » et « autoritaire », avance-t-on dans les cercles éducatifs. « Sa façon de faire, c'est : je décide au centre et la périphérie applique, glisse un inspecteur général. Cela fonctionne quand vous maîtrisez les événements, quand les recteurs, les inspecteurs, les directeurs d'école et les chefs d'établissement sont en capacité d'appliquer vos ordres. La crise sanitaire a tout fait dérailler et la déception est à la hauteur du sentiment de maîtrise qu'il donnait. »

Après cinq ans à la tête d'un ministère régalien – et un record de longévité à ce poste sous la V<sup>e</sup> République –, « il ne faut pas sous-estimer l'usure et la fatigue », nuance un proche. Le ministre a même changé physiquement... Le temps aidant, il s'est replié autour d'une garde rapprochée, déplorent certains. « Blanquer ne s'est jamais ménagé », défend-on dans son cabinet. Façon d'assurer qu'il n'est pas passé à côté de la vague Omicron, alors que c'est précisément ce que lui reprochent de plus en plus ouvertement les acteurs de la santé.

Avec eux, la tension est montée d'un cran entre Noël et le Nouvel An. Dans une lettre ouverte publiée par *Le Journal du dimanche*, le 25 décembre 2021, une cinquantaine d'acteurs de la santé réclament un report de la rentrée – elle restera fixée au 3 janvier –, mais aussi un « transfert immédiat » de la gestion du protocole sanitaire au bénéfice du ministère de la santé. Entre M. Blanquer et M. Véran, les désaccords éclatent, y compris sur la question sensible de l'ampleur de la contamination en milieu scolaire et de sa gravité. Cela se joue, souvent, par médias interposés. Parfois aussi en face-à-face, comme c'est le cas le 12 janvier, en marge d'un conseil des ministres.

Depuis janvier, les voix des épidémiologistes se font de plus en plus critiques, pour dénoncer l'« obstination déraisonnée » du ministre de l'éducation à garder les écoles ouvertes sans sécurisation, alors que celles-ci se vident. « C'est à se demander si ce ne sont pas les covidosceptiques qui décident au ministère », avance Mahmoud Zureik, professeur de santé publique et d'épidémiologie. Avec Omicron, l'école est devenue l'épicentre des contaminations. Il n'y a plus que la Société française de pédiatrie et M. Blanquer pour dire le contraire. »

Les statistiques officielles viennent étayer ce type de discours : plus de 500 000 élèves sont déclarés positifs au Covid-19 fin janvier. Les classes ne ferment plus, officiellement,

mais certaines fonctionnent avec le tiers voire avec la moitié de leurs élèves en moins. D'une mise à l'isolement à l'autre, les parents se disent « noyés ». La popularité de Jean-Michel Blanquer s'en ressent.

Le 18 janvier, le ministre doit affronter une séance de questions au gouvernement houleuse à l'Assemblée nationale. « Alors le DJ ? » ; « On est mieux à Ibiza ! », entend-on sur les bancs de l'Hémicycle. La majorité le soutient, mais sans faire de zèle.

#### FAIRE OUBLIER LE « PROTOCOLE IBIZA »

Trois semaines ont passé, et, à l'approche de la présidentielle, les rangs se sont resserrés. « Il n'y a pas de sujet Blanquer à l'Elysée », assure un conseiller. « Quand on est un homme politique, c'est normal de prendre des coups », fait valoir Aurore Bergé, députée (La République en marche, LRM) des Yvelines à l'origine du « fan-club JMB », cette boucle de messages qui regroupe les parlementaires de la majorité proches des idées du ministre, notamment sur les questions de laïcité. « Tous ceux qui à un moment sont jugés forts, réputés proches du président, et ayant de l'avenir se transforment en boucs émissaires », assure-t-elle. « Un ministre qui n'a pas subi de revers politiques en cinq ans je n'en connais pas », avance dans la même veine Gilles Le Gendre, chef de la majorité LRM à l'Assemblée nationale.

Jusqu'à quel point, pour faire oublier le « protocole Ibiza », M. Blanquer a-t-il dû courber l'échine ? Une chose est sûre : il a fait de réelles concessions sur le baccalauréat, donc, mais aussi tout récemment sur les mathématiques, au centre d'une polémique qui a dépassé les salles de classe pour rebondir sur le terrain politique.

Sur les ondes radio, sur les plateaux télé, que le ministre n'a pas désertés, le ton est plus mesuré. Mais le changement est aussi – et peut-être surtout – dans la méthode : une instance de concertation conjointe entre l'éducation nationale, la santé et les partenaires sociaux se réunit désormais tous les quinze jours pour fluidifier la gestion de crise. De la première réunion, le 25 janvier, rien n'est vraiment sorti. « C'était une réunion d'installation », explique-t-on au ministère.

La seconde, qui s'est tenue mardi 8 février, a, en revanche, mis en débat un sujet important pour la communauté éducative : les pistes d'allègement du protocole sanitaire promises pour le retour des vacances de février.





Ont été évoqués la possibilité de ramener de trois à deux le nombre d'autotests pour les enfants cas contact, la fin des attestations sur l'honneur à remplir pour les familles ou l'éventuel retrait du masque en extérieur. Les arbitrages sont attendus ces prochains jours, après un nouvel avis du Haut Conseil de la santé publique.

A ce stade de la campagne électorale, tout nouveau faux pas viendrait entacher le bilan éducatif du quinquennat. Or, Jean-Michel Blanquer a pour lui d'être « *un homme de bilan* », défend le député (LRM) de l'Essonne Francis Chouat. De fait, l'intéressé a des arguments à faire valoir et des chantiers à parachever : « *Ma priorité reste la question des savoirs fondamentaux à l'école primaire, notamment pour poursuivre la politique de dédoublement des classes qui touchera 400 000 élèves à partir de septembre* », nous explique-t-il.

En dépit de cette séquence politique compliquée, il n'a pas renoncé non plus à jouer un rôle dans le débat d'idées. Il y a quelques jours, M. Blanquer se portait volontaire pour débattre avec le candidat d'extrême droite Eric Zemmour sur un plateau télévisé. Mardi 8 février au soir, son cabinet faisait un pas de côté, indiquant que « *rien n'est encore calé* » ■

MATTEA BATTAGLIA,  
SYLVIE LECHERBONNIER  
ET VIOLAINE MORIN

**BEAUCOUP  
DANS SON ENTOURAGE  
FONT LE CONSTAT  
QUE LA GESTION  
DE CRISE REQUIERT  
UNE « SOUPLESSE »  
ET UN « ART  
DE L'EXÉCUTION »  
QUI PEUVENT FAIRE  
DÉFAUT À BLANQUER**

**« UN MINISTRE  
QUI N'A PAS SUBI  
DE REVERS POLITIQUES  
EN CINQ ANS  
JE N'EN CONNAIS PAS »**

**GILLES LEGENDRE**  
président du groupe  
LRM à l'Assemblée





**Jean-Michel Blanquer et Jean Castex rencontrent les syndicats enseignants au ministère de l'éducation, le 13 janvier.** POOL/ABACA

